



L'OBSERVATOIRE GEOPOLITIQUE



Lettre N°8 - Novembre 2025





LA LICENCE ESPRI

ESPRI est l'acronyme de la licence Économie-Gestion, parcours Science Politique et Relations Internationales, suivie par des étudiants de l'IAE Savoie Mont Blanc sur le campus d'Annecy. Cette licence pluridisciplinaire et sélective est unique en France, c'est pourquoi vous ne la connaissiez sans doute pas.

Laissez-nous vous expliquer !

Nous sommes une promotion de 32 étudiants aux profils très variés, issus de plusieurs pays et aux goûts très différents. Ce qui nous relie est notre curiosité. Au cours de notre licence, nous abordons une multitude de sujets, allant de la démographie en passant par la macroéconomie, sans oublier les langues étrangères.

Cette ouverture intellectuelle s'accompagne d'une mobilité internationale obligatoire d'un semestre minimum, qui nous permet de découvrir de nouvelles cultures et d'élargir nos horizons académiques.

Grâce aux nombreuses matières étudiées, un large choix de continuité de parcours s'offre à nous : économie, diplomatie, commerce, etc. Ce projet nous apprend rigueur analytique, travail d'équipe et esprit critique, des qualités qui nous forment en vue d'acquérir le meilleur master possible.

L'EDITO

Cet observatoire est la concrétisation de travaux de groupe dans le cadre de notre cours de géopolitique dispensé par Mr. Jean-Philippe CLERC. Cela nous permet de décrypter l'actualité internationale, d'une part de rester informés et d'autre part de partager avec vous, lecteurs, nos recherches et notre travail pour que, vous aussi, soyez au courant de la géopolitique mondiale actuelle.

Ainsi, à travers ce huitième numéro de l'observatoire géopolitique, nous vous proposons d'explorer la ligne Durand entre l'Afghanistan et le Pakistan, de découvrir les dessous géopolitiques de la prochaine Coupe du monde, de démêler ce qui se cache derrière la rencontre entre Vladimir Poutine et le nouveau président syrien, Ahmed al-Charaa et plusieurs autres sujets pertinents.

LEGÉ Lucas, LYANT Margaux, PAJOT Nino, PÉLISSIER Luna

SOMMAIRE



AFRIQUE	Page : 3
AMERIQUE DU NORD	Page : 5
AMERIQUE DU SUD	Page : 7
ASIE	Page : 9
EUROPE	Page : 11
MOYEN-ORIENT	Page : 13
OCEAN ARCTIQUE	Page : 15
 FICHE PAYS :	
MONGOLIE	Page : 17
NIGÉRIA	Page : 18

Afrique

Les minerais critiques, nouvel enjeu d'unité pour le continent africain

Face à la ruée mondiale sur le cobalt, le lithium et d'autres métaux essentiels à la transition énergétique, plusieurs pays africains souhaitent unir leurs forces pour créer une coalition des producteurs de minerais stratégiques : Africa Minerals Strategy Group.



Africa Minerals Strategy Group, Africa Minerals Strategy Group Celebrates First Anniversary, Leading the Way to a Transformative Future for Africa's Mineral Sector.

Leurs objectifs : peser davantage sur les prix, maîtriser la transformation locale et rompre avec la dépendance économique héritée de l'époque coloniale.

« Nos ressources ne doivent plus être synonymes de dépendance, mais de souveraineté. » Par ces mots, Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, exprime une ambition continentale : reprendre le contrôle du sous-sol africain et peser dans la grande reconfiguration géoéconomique mondiale. À l'heure où la demande explose pour le cobalt, le lithium ou le cuivre, plusieurs États africains envisagent une coalition pour défendre leurs intérêts.

Le continent africain détient environ 85 % des réserves mondiales de manganèse, 80 % des réserves de platine et de chrome, 45 % des réserves de cobalt et 21 % des réserves de graphite, et il devrait représenter 26 % de la production mondiale de lithium d'ici 2030. L'Afrique détient plus du tiers des réserves mondiales de ces ressources. Portée par l'essor des véhicules électriques, des smartphones et des technologies vertes, elle occupe une place centrale dans cette nouvelle géopolitique des métaux. Pourtant, malgré cette richesse, les États africains peinent encore à tirer pleinement profit de leurs ressources : exportateurs de matières premières brutes, ils importent ensuite les composants technologiques ou finis.

Le constat est clair : les grandes puissances, notamment la Chine mais aussi les États-Unis et l'Europe, multiplient les stratégies d'accès aux ressources africaines afin d'assurer la transition énergétique, numérique ou industrielle de demain.

C'est dans ce contexte que les nations africaines envisagent fortement la création d'une coalition sous la protection de l'Union africaine, afin de revendiquer une part plus juste de la chaîne de valeur.

Cette hausse de la demande est certes une opportunité, mais elle se heurte à beaucoup de difficultés, notamment des soucis d'infrastructures — transport, électricité, compétences — et de gouvernance qui ont longtemps freiné le développement local.

Par exemple, au Zimbabwe, le gouvernement avait décidé que le lithium, un métal essentiel pour les batteries, devait être transformé sur place avant d'être exporté. L'idée était de créer plus d'emplois et de revenus dans le pays. Mais en réalité, il n'existe pas encore d'usines capables de raffiner ce minerai localement. Le résultat : le lithium continue d'être envoyé à l'étranger sous forme brute, et le Zimbabwe ne profite que très peu de la richesse qu'il produit. Les États restent donc très dépendants des acteurs hors du continent pour les activités de raffinage, comme la Chine. En effet, plusieurs entreprises chinoises, comme Zhejiang Huayou Cobalt ou Sinomine Resource Group, ont investi plusieurs millions de dollars pour construire et acheter des mines au Zimbabwe, ce qui ne facilite pas l'émancipation du pays sur sa chaîne de production.

De plus, du fait de l'instabilité politique d'une majorité de pays sur le continent, l'idée de contrôle des ressources fait l'objet de nombreuses guerres civiles. En effet, la guerre civile au Soudan oppose depuis 2023 l'armée officielle (SAF) et les forces paramilitaires (RSF), soutenues par des forces extérieures comme les Émirats arabes unis. Ces deux forces armées se disputent notamment le contrôle des zones riches en or et en minerais, pour renforcer leur influence politique et militaire. Ces ressources servent à financer la guerre grâce à leur commerce, souvent illégal, ce qui prolonge le conflit. En plus des rivalités politiques, la lutte pour ces richesses naturelles alimente donc directement la violence et empêche toute stabilité durable. Cela rend le projet aussi nécessaire que fragile.

Au-delà de ces obstacles économiques et politiques, l'exploitation des minerais critiques pose aussi de lourdes questions sociales et environnementales : dégradation des sols, pollution, déplacements forcés et travail des enfants. Par exemple, au Ghana, des communautés ont été déplacées pour le projet Ewoyaa Lithium et, en RDC, plus de 40 000 enfants travaillent dans les mines de cobalt. Sans régulation, la ruée minière risque de reproduire les logiques extractives coloniales.

Pourtant, les perspectives économiques sont majeures. L'Afrique détient environ 30 % des réserves mondiales de minéraux critiques : elle pourrait créer des emplois qualifiés, augmenter ses recettes fiscales et réduire sa dépendance aux exportations brutes.

Mais pour attirer les investissements nécessaires, le continent doit surmonter le manque d'infrastructures, de financement et de coordination régionale. D'où l'importance de cette coopération africaine, destinée à mutualiser les efforts, fixer des règles communes et peser davantage face aux grandes puissances.

Si elle réussit, cette coalition pourrait transformer les ressources africaines en levier de souveraineté et de développement durable, faisant du sous-sol du continent non plus une source de dépendance, mais un atout de puissance collective.

CUNIBERTI Fanette, RAMI Siham, VILLALONGA Telma

Amérique du Nord

Le monde comme terrain de jeu : les dessous géopolitiques de la Coupe du monde 2026

Du 11 juin au 19 juillet 2026 se tiendra la Coupe du monde de football 2026, le 23^e évènement de la série. Elle sera organisée conjointement par le Canada, les États-Unis et le Mexique réunis sous la bannière “United 2026”. Au-delà d’un simple évènement sportif, elle apparaît comme un énième miroir des relations internationales.



A quoi ressemblera la Coupe du Monde en 2026, La DH-Les sports

Impatient d’héberger “*le plus grand évènement sportif de l’histoire*”, Donald Trump affirmait il y a encore quelques semaines sa promesse d’en faire “*une expérience sans accroc*”.

13 juin 2018 : les États-Unis, le Mexique et le Canada sont désignés comme les futurs hôtes de la Coupe du Monde de football prévue à l’été 2026. Pour la première fois, la compétition rassemblera 48 équipes, contre 32 jusqu’alors, et se disputera dans 16 villes réparties sur les 3 pays du continent nord-américain. Ce méga-évènement sportif promet une couverture médiatique sans précédent et un spectacle prolongé, constitué de 104 rencontres programmées. Avec 5 millions de spectateurs et plus d’un milliard de téléspectateurs attendus, le défi logistique est colossal, mais les retombées économiques le sont tout autant, puisque certaines métropoles comme Miami prévoient déjà près d’un milliard de dollars de recettes pour quelques matchs seulement. Ainsi, cet évènement se présente comme un tremplin économique évident pour les trois pays.

Carton rouge ou coup franc ? Le choix des pays hôtes entre réformes démocratiques et jeux d’influence

Depuis 2013, les modalités de vote pour le choix des pays hôtes ne cessent d’être au centre des questionnements de la FIFA. Ainsi, en 2018 le comité directeur composé de 20 membres qui détenait le choix du pays a été remplacé par 211 fédérations nationales de football qui s’expriment par un suffrage. Ce nouveau système censé être plus démocratique est néanmoins jugé moins opaque et propice à la corruption. Pour cette Coupe du Monde, deux candidats étaient en tête de liste : le Maroc contre le trio Canada / États-Unis / Mexique. C’est la candidature nord-américaine qui en est sortie gagnante. Mais en filigrane de ce vote démocratique apparaissent des jeux d’alliance, des pressions diplomatiques et du lobbying.

Le Maroc, bien que l'Afrique étant divisée sur le sujet, a pu bénéficier de la majorité des votes de son continent, par un effet "*d'amitié*" locale. Pour le trio Nord-américain, nous observons aussi une logique de soutien et d'alliances déterminant le vote des pays électeurs. Cela explique notamment pourquoi presque toute l'Amérique du Sud a voté pour le trio Nord-américain, à l'exception du Brésil. La politique du Moyen-Orient montre également l'implication des relations internationales dans ce vote. L'Arabie Saoudite a par exemple soutenu ouvertement les trois pays d'Amérique du Nord pour des raisons de rapprochement diplomatique avec ceux-ci. Elle a également orienté plusieurs pays d'Asie pour qu'ils alignent leur vote avec le sien. Pourtant, on peut également souligner le comportement de Donald Trump, qui n'a pas hésité à faire pression sur des États alliés afin qu'ils votent pour l'Amérique du Nord. Or, cette stratégie, qualifiée de chantage diplomatique, n'a eu que peu d'impact sur les votes.

Le sport comme prolongement de la politique par d'autres moyens

Accueillir une Coupe du monde est aussi une manière de se présenter au monde sous son meilleur angle. Les pays organisateurs y voient une occasion privilégiée de renforcer leur image, de promouvoir leur culture et de démontrer leur capacité à gérer un événement planétaire. L'impact dépasse le cadre sportif : il touche à l'économie, au rayonnement diplomatique et au prestige national. En parallèle, ce type de rendez-vous sportif révèle les contrastes entre les ambitions économiques et les réalités sociales : les dépenses publiques engagées pour la construction ou la rénovation des stades suscitent souvent des débats sur les priorités nationales. Le cas du Maroc en est une bonne illustration : bien que le pays n'ait pas été retenu pour 2026, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer les sommes engagées dans sa candidature, réclamant plutôt des investissements dans l'éducation ou la santé.

Cette Coupe du monde est loin d'être un simple divertissement ou un terrain neutre, elle constitue un espace où se manifestent les ambitions, les alliances et les rivalités entre nations. Comme le souligne le géopolitologue Pascal Boniface, la neutralité sportive n'a jamais véritablement existé : dès les premiers Jeux d'Athènes en 1896, les compétitions servaient déjà des objectifs de prestige national, d'éducation patriotique ou de démonstration de puissance. Aujourd'hui encore, les grandes manifestations sportives deviennent des instruments d'influence et de visibilité internationale.

Ainsi, la Coupe du Monde 2026 s'annonce comme un événement hors norme. Si l'engouement autour de cette compétition se traduit par un développement et un rayonnement des pays hôtes, elle met aussi en lumière les logiques de pouvoir d'influence qui se jouent dans les coulisses. Le nouveau système de vote n'a pas totalement effacé les pressions diplomatiques qui orientent les décisions au sein de la FIFA. Au-delà d'un simple tournoi de football, cette Coupe du Monde illustre ainsi la manière dont le sport devient un véritable outil de propagande politique.

ERGAN Manon, ROCHAS Clotilde, SEGURA Zoé, SERMET-MAGDELAIN Camile

Amérique du Sud

Le Xe sommet des Amériques : un rendez-vous sous le signe de l'exclusion

Pour la deuxième fois consécutive Cuba, le Nicaragua et le Venezuela ont été exclus du Sommet des Amériques, rendez-vous immanquable des chefs d'États du continent.

Le 2 octobre, Luis Abinader, à la tête du gouvernement dominicain, annonce que ces trois pays ne seront pas invités au Xe Sommet des Amériques qui aura lieu en décembre 2025.

La République dominicaine, qui est le pays hôte de cette édition, a expliqué que cette décision résultait de consultations bilatérales.



Webmaster. (2022b, juin 11). Le Sommet des Amériques se conclut avec un partenariat sur l'immigration et un bilan mitigé (revue de presse).FRANCE AMÉRIQUE LATINE.

Les absents du Sommet des Amériques : Cuba, Venezuela et Nicaragua, toujours exclus

Depuis 1994, le Sommet des Amériques réunit les chefs d'État des 35 pays du continent sous l'égide de l'Organisation des États américains (OEA). L'objectif affiché : renforcer la coopération régionale et encourager le libre-échange sur l'ensemble du continent.

Mais cette année encore, Cuba, le Venezuela et le Nicaragua ne seront pas de la partie. Ces trois pays, non membres de l'OEA, ne répondent pas aux critères imposés par l'organisation, qui fixe également les règles d'invitation. Le gouvernement dominicain, hôte du Xe Sommet des Amériques, a expliqué que ces limitations étaient *“inhérentes au cadre fixé par l'OEA”*. Malgré des relations bilatérales stables entre ces trois pays et la République dominicaine, le pays hôte a choisi de se conformer aux restrictions de l'organisation régionale. Ce n'est pas une première : Cuba, le Venezuela et le Nicaragua avaient déjà été exclus de la précédente édition du sommet, organisée en 2022 à Los Angeles.

Cette annonce a suscité de vives réactions dans les trois pays concernés. Le ministre des affaires étrangères cubain Bruno Rodríguez Parrilla a déclaré sur le réseau social X : *« Nous exprimons notre profonde préoccupation et notre rejet de la décision imposée par le gouvernement des États Unis à la République dominicaine d'exclure trois pays, dont Cuba, du Xe Sommet des Amériques »*. Il a également affirmé qu' *« un sommet des Amériques construit sur l'exclusion et la coercition est voué à l'échec »*.

Le Sommet des Amériques à l'épreuve des fractures régionales

Lors de son accession au pouvoir en 2023, le gouvernement dominicain avait promis un Sommet des Amériques inclusif, ouvert au “*plus grand nombre de pays possible*”. Mais à l’heure des invitations, Cuba, le Nicaragua et le Venezuela ont été laissés de côté. Ces trois États, cibles de sanctions américaines unilatérales, sont accusés par Washington d’être dirigés par des “*dictateurs*”, des “*terroristes*” ou encore des “*trafiquants de drogue*” — des qualificatifs souvent avancés sans preuve à l’appui.

Le ministre dominicain des Affaires étrangères justifie cette exclusion par la volonté de “*privilégier le succès du sommet*” et d’éviter toute confrontation politique susceptible de parasiter les discussions. L’Amérique latine et les Caraïbes sont traversées par de fortes tensions, notamment la menace militaire américaine contre le Venezuela. Au nom de la lutte contre le narcoterrorisme, les États-Unis ont déployé une impressionnante flotte marine, notamment leur plus grand porte-avion, au large des côtes du Venezuela.

Dans ce climat placé sous le signe de tensions géopolitiques et du potentiel retour de la doctrine Monroe, Saint-Domingue mise sur la tenue du sommet plutôt que sur la résolution des conflits régionaux. Une stratégie qui soulève une question : peut-on encore parler d’un “*Sommet des Amériques*” lorsque plusieurs voix du continent sont exclues de la table ? D’autant plus que Claudia Sheinbaum, présidente du Mexique, et Gustavo Petro, président de la Colombie, ont tous deux annoncé ne pas participer au congrès en signe de protestation aux exclusions. D’autres pays pourraient bien s’ajouter à la liste des absents puisqu’en 2022, la Bolivie et Honduras n’avaient pas assisté au congrès pour les mêmes raisons.

DEPOIL Lucile, LESTRADE Camille, VERNIN Jules

Asie

Afghanistan-Pakistan: une ligne sous tension

La ligne Durand, frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, est un point central des conflits entre ces deux pays depuis sa création en 1893. D'abord considérée par les Afghans comme un tracé arbitraire et artificiel, elle est aujourd'hui une zone stratégique de tensions ravivées après le départ des Américains de l'Afghanistan en 2021.

Le Pakistan pointe du doigt le soutien que portent les Afghans aux Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), groupuscule terroriste qui attaque la population pakistanaise. L'Afghanistan faciliterait l'organisation et les actions du mouvement et ce, en leur autorisant l'installation de base sur leur territoire.

Voyant cela comme une menace envers leur pays, le Pakistan a mené plusieurs attaques concentrées dans ce mois d'octobre dernier. Le 9 octobre, les Afghans affirment que les forces pakistanaises ont orchestré des frappes aériennes visant le TTP sur plusieurs zones afghanes.



Carte illustrant la ligne Durand, frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Source : Wikipédia.

Cette date marque l'escalade du conflit qui restait à ce jour de simples tensions diplomatiques. Malgré une trêve de 48h, de nombreux combats intenses le long de la ligne Durand ont éclaté ; les deux pays ont annoncé des dizaines de morts parmi leurs forces. Cette situation a poussé le Pakistan à fermer la frontière, stoppant ainsi les échanges commerciaux et empêchant les réfugiés afghans de fuir le régime taliban. Cependant, le Pakistan avait gardé la frontière ouverte afin d'expulser des Afghans de son territoire.

Face à l'incertitude de ce conflit pour la région, le Qatar a poussé les deux pays à signer un accord de cessez-le-feu dans le but d'instaurer une paix durable.

Grâce à la médiation de la Turquie, les représentants du Pakistan et de l'Afghanistan se sont réunis à Istanbul le 25 octobre pour s'accorder sur une trêve pérenne. Après 4 jours de discussions houleuses, le ministre pakistanais de l'information, Attaullah Tarar a déploré : “De manière regrettable, la partie afghane n’a su fournir aucune assurance, n’a cessé d’esquiver le cœur du problème et s’est livrée à des reproches, des tergiversations et autres ruses”. Afin de se préparer au pire, le Pakistan déclare avoir la capacité de détruire le pouvoir taliban dans l'éventualité d'une “guerre ouverte”.

Le 26 octobre dernier, le président américain Donald Trump, s'identifiant comme la blanche colombe, a assuré qu'il pourrait mettre un terme “ *très rapidement*” aux hostilités. L'échec des négociations n'a pour autant pas empêché le Pakistan de rouvrir le poste frontalier de Torkham afin de permettre à des réfugiés afghans d'entrer sur le territoire.

Cette situation instable inquiète les autres pays de la région, les poussant à s'impliquer activement dans les négociations de paix. Les discussions sous la médiation de la Turquie et du Qatar ayant échoué, de nouveaux pays se placent en médiateurs. N'abandonnant pas la cause, le ministère turc des affaires étrangères affirme que “*toutes les parties se sont accordées sur la poursuite du cessez-le-feu. Les modalités de sa mise en œuvre seront examinées et décidées lors d'une réunion de haut niveau à Istanbul le 6 novembre 2025*”.

Face à ces prises de positions, le futur de ce conflit reste tout de même incertain, plongeant la région dans un flou géopolitique.

BENI-ÄICHE Capucine, FOURNIER Mattis, MERITET Lucie

Europe

| Readiness Roadmap 2030 : l'Europe muscle son bouclier stratégique

Face à une instabilité mondiale croissante - guerre en Ukraine, rivalités avec la Chine, dépendance militaire envers les États-Unis - l'Union européenne entend reprendre la main sur sa sécurité. Avec la Readiness Roadmap 2030, Bruxelles affiche sa volonté de bâtir une défense commune fondée sur quatre projets phares, tout en cherchant l'équilibre avec l'OTAN et les souverainetés nationales.

Pendant que les tensions internationales se multiplient, l'Union européenne cherche à consolider sa souveraineté militaire et à donner corps à l'idée d'une défense commune à l'horizon 2030. Présentée conjointement par la Commission européenne et la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, cette feuille de route marque une étape décisive dans la construction d'une Europe plus autonome et préparée face aux crises.

Cette initiative s'inscrit dans la continuité du Livre blanc sur la défense européenne – Readiness 2030, présenté le 19 mars 2025. Ce document fixe la stratégie de l'Union en matière de sécurité et définit les priorités pour renforcer ses capacités de défense. Il s'accompagne du plan ReArm Europe, rebaptisé Readiness 2030, qui traduit cette stratégie en actions concrètes, notamment par la création de nouveaux outils financiers destinés à moderniser les armées européennes et à soutenir l'industrie de défense du continent.

La stratégie de la Commission européenne ne se contente pas d'afficher des intentions : elle s'appuie sur quatre projets, les “flagships”, destinés à donner corps à la défense commune européenne.

Le premier, l'*European Drone Defence Initiative*, ambitionne de créer un réseau européen de protection contre les drones. Inspiré de la guerre en Ukraine, ce programme vise à détecter, suivre et neutraliser les menaces aériennes grâce à une coopération accrue et à une production renforcée.

Sur le flanc oriental du continent, l'*Eastern Flank Watch* est pensé en complément de l'OTAN. Elle combine défense terrestre, aérienne et maritime afin d'assurer une surveillance accrue dans les zones les plus sensibles, des frontières polonaises jusqu'à la mer Noire.

Autre pilier de la feuille de route, l'*European Air Shield* prévoit la mise en place d'une architecture de défense aérienne et antimissile commune, garantissant une réponse rapide et l'interopérabilité des systèmes nationaux.



Vice-présidente de la Commission européenne, Kaja Kallas et le commissaire européen à la Défense et à l'Espace, Andrius Kubilius, à Bruxelles, en Belgique, le 19 mars 2025. REUTERS/Scanpix

Enfin, l'European Space Shield étend la logique de protection au domaine spatial. Il s'agit de sécuriser les satellites européens, de contrer les tentatives de brouillage ou de piratage, et de renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe dans un secteur devenu essentiel à la défense et aux communications.

En regroupant ces projets, la Commission européenne veut transformer l'idée d'une défense commune en réalité concrète. Ces initiatives traduisent une ambition claire : unifier les capacités, harmoniser les normes et pousser l'industrie européenne à produire en Europe, pour l'Europe.

Sur le plan économique, le plan prévoit une mobilisation sans précédent d'environ 800 milliards d'euros d'ici 2030, financée à la fois par les budgets nationaux et par le nouvel instrument SAFE (Security Action for Europe), destiné à encourager les investissements conjoints dans la défense. Cependant, ces ambitions se heurtent aux désaccords intra-européens, malgré les efforts de la Commission européenne qui agit comme facilitatrice. Si les pays baltes soutiennent des projets comme le drone wall, la France et l'Allemagne préfèrent préserver la gestion nationale de leurs programmes d'achats militaires.

Sur le plan financier, les contraintes budgétaires pèsent lourd. Plusieurs États refusent de coordonner leurs projets, redoutant un impact sur leur économie, d'autant que l'objectif de porter les dépenses de défense à 5 % du PIB fixé par l'OTAN reste un seuil difficilement atteignable pour de nombreux pays déjà confrontés à des budgets serrés.

Enfin, les armées nationales peinent à recruter : les effectifs sont nettement inférieurs à ceux de 1990, et une part importante de la population reste peu disposée à participer aux efforts de réarmement engagés par les gouvernements européens.

En s'engageant dans cette stratégie ambitieuse, l'Union européenne affirme sa volonté d'exister comme puissance militaire. Mais entre dépendance à l'OTAN, divergences internes et contraintes budgétaires, le chemin vers une véritable autonomie stratégique s'annonce long et incertain.

LIU Anita, THINES Lisa, THIRARD Elodie

Moyen-Orient

Moscou et Damas : la reconquête d'une alliance stratégique

Le 15 octobre dernier, Ahmed al-Charaa, président intérimaire de la Syrie, s'est rendu au Kremlin pour rencontrer son homologue russe. Cette réunion, sur fond de tension, pourrait bien tout de même officialiser les relations entre ces deux pays.

Le président syrien par intérim Ahmed al-Charaa a dit mercredi 15 octobre vouloir "redéfinir" les relations Damas-Moscou. Cependant, la rencontre de ces deux dirigeants s'effectue dans un contexte particulier. En effet, Vladimir Poutine a une position paradoxale. Il était un des principaux alliés de Bachar al-Assad, président syrien déchu en décembre 2024, mais rencontre la personne qui l'a renversé, Ahmed al-Charaa. Cette réunion sert donc à officialiser les relations et comprendre le futur rôle de la Russie dans cette Syrie au nouveau climat en revoyant les accords signés sous l'ère al-Assad.



AP Photo/Alexander Zemlianichenko, Pool

La Russie a plusieurs attentes suite à cette rencontre. Sous le régime de Bachar al-Assad, elle possédait deux bases militaires sur la côte méditerranéenne syrienne. Une base navale à Tartous et une base aérienne à Hmeimim. Aujourd'hui, l'avenir de ces bases est incertain et la Russie tient à garder ses installations militaires dans la zone afin de maintenir son influence stratégique en mer Méditerranée. Un des thèmes abordés lors de cette rencontre a donc été la question du statut de ces bases russes et la redéfinition de leur rôle. Mais outre son influence en mer, rétablir de forts liens avec la Syrie permettrait à la Russie d'asseoir son influence au Moyen Orient plus largement dans une région où les idées anti-occidentales ne cessent de croître. En effet, les discours anti-occidentaux se sont renforcés depuis quelques années déjà, suite à l'intervention américaine en Irak ou encore le soutien américain à Israël. Moscou tend à cultiver une image de puissance respectueuse des souverainetés nationales sans imposer de modèle politique et culturel face à des interventions occidentales jugées ingérentes et hypocrites. Si la Syrie et la Russie resserrent leurs liens comme auparavant, cette dernière pourrait alors compter un nouvel allié parmi les pays arabes et pourrait envisager de mettre en place de nouvelles coopérations au niveau de la sécurité et l'armement.

Cette rencontre cherche aussi à promouvoir différents intérêts syriens. Le gouvernement syrien de Ahmed al-Charaa avait pour objectif de légitimer son régime sur la scène internationale en renouant d'anciennes relations diplomatiques entretenues par le régime de Bachar al-Assad.

Dans cette optique, le dirigeant Ahmed al-Charaa sollicite une aide de la Russie sur le plan économique et militaire pour l'avenir du pays en échange d'un accès aux anciennes bases militaires russes en Syrie. L'aide économique viserait à continuer la reconstruction du pays et l'aide militaire vise à maintenir la paix dans le pays et à le protéger des États voisins comme Israël qui a mené plusieurs frappes sur son territoire. Un autre sujet central de cette rencontre pour la Syrie mais délicat pour la Russie est la question de Bachar al-Assad. Le dirigeant actuel de la Syrie demande l'extradition de Bachar al-Assad, exilé en Décembre 2024 suite à la chute de son régime. La Russie avait décidé de l'accueillir et de le protéger pour des raisons *“purement humanitaires”*.

Cette première visite officielle au Kremlin marque un tournant dans les relations russo-syriennes et témoigne de la volonté de chaque pays de défendre ses intérêts. Si Moscou cherche à préserver ses intérêts stratégiques dans la région, la Syrie espère obtenir le soutien d'une grande puissance afin de reconstruire le pays. Néanmoins certaines zones d'ombre demeurent, la question de l'extradition de Bachar al-Assad interroge sur les limites de cette alliance. Pour assurer une coopération durable entre les deux pays, ils devront s'accorder une confiance mutuelle et savoir trouver des ententes au niveau de leurs intérêts divergents.

BROCQUET Olivia, LEPOINTE Clara, RENAUD-GOUD Maxence

Océan Arctique

L'Antarctique, nouveau front de la sécurité nationale australienne ?

Longtemps vu comme sanctuaire de coopération internationale, l'Antarctique est aujourd'hui au cœur d'ambitions offensives face à une Australie protectrice du continent glacé.

Considéré comme un bien commun mondial, l'Antarctique est une zone unique au monde, symbole d'une coopération internationale. Le traité érigé en 1959 permet de définir l'Antarctique comme la région du monde consacrée à des fins scientifiques et pacifiques, excluant les revendications territoriales et les activités militaires.



Illustration des revendications territoriales en Antarctique.

Source : Institut polaire français

Ce traité permet la préservation d'un territoire essentiel pour la planète. L'Antarctique abrite la plus grande réserve d'eau douce au monde, contenue dans ses immenses calottes glaciaires. Cela joue un rôle crucial pour la régulation du climat et du niveau des mers. C'est également un refuge pour une biodiversité vaste et unique au monde comme les manchots empereurs, les phoques de Weddell ou encore le krill, élément central de la chaîne alimentaire marine.

Or, aujourd'hui, ce traité à la gouvernance taillée sur le bon vouloir des États signataires semble remis en cause en raison d'une montée des revendications vis-à-vis de l'Antarctique : on cherche à s'approprier le dit "*bien commun mondial*". On y recense notamment des pays comme la Chine et la Russie, déjà connus pour leurs volontés néo-impérialistes en quête de nouveaux territoires à revendiquer : la Russie a récemment fait part de la découverte d'une réserve de pétrole de près du double de celles de l'Arabie Saoudite, un des principaux producteurs. Cette découverte, loin d'être anodine, a d'abord été réalisée sous couvert d'une mission scientifique visant à étudier la géologie de la zone. Elle soulève ensuite de sérieuses interrogations sur l'avenir et la légitimité du Traité sur l'Antarctique à travers ces différentes revendications.

De son côté, l'Australie souhaite également se présenter comme puissante sur la calotte glaciaire depuis plus d'un siècle. Dès 1933, l'île a revendiqué plus de 42% de l'Antarctique via l'Australian Antarctic Territory, s'étendant sur plus de 5,9 millions de km². Cette revendication n'a pas été remise en cause par le Traité sur l'Antarctique puisque, bien que celui-ci empêche tout pays de s'accaparer des terres, il n'a pas d'effet rétroactif. Néanmoins, seuls quatre pays ont reconnu cette revendication : la France, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et le Royaume-Uni.

Le pays a appuyé sa présence sur le continent glacé avec la mise en place du 20 Year Action Plan le 27 avril 2016. L'objectif est de consolider sa présence scientifique et opérationnelle dans la région. Julie Bishop, ministre australienne des affaires étrangères de 2013 à 2018 a affirmé qu'il représentait *“le train de mesure le plus important jamais élaboré pour renforcer le rôle de l'Australie en tant que leader en Antarctique”* lors d'une allocution le jour même. Le plan initial prévoyait un investissement de 255 millions de dollars australiens sur 10 ans. Ce montant a été revu à la hausse en 2022, avec un financement de 804,4 millions de dollars australiens sur 10 ans pour le programme. Ces sommes ont ensuite été réparties entre rénovations des infrastructures et opérations scientifiques en Antarctique.

Ainsi, le plan a par exemple permis de construire le RSV Nuyina en 2021, brise-glace dernier cri permettant à l'Australie d'être indépendante dans ses opérations. Dernièrement, un accord d'investissement a été signé par l'Australian Antarctic Division, instance en charge du projet, avec des entreprises privées dont Bouygues. Le projet vise à rénover la station de recherche Davis construite initialement dans les années 1950. Il débutera fin 2026 et devrait s'étendre sur 6 ans. Cela démontre les ambitions continues de l'Australie en Antarctique.

Néanmoins, la présence australienne est présentée davantage comme protectrice plutôt que offensive. On retrouve de fait dans l'Australian Antarctic Program que *“la stratégie et le plan d'action garantiront que l'Antarctique reste appréciée, protégée et comprise”*. Cela peut alors venir s'opposer aux ambitions grandissantes des puissances internationales.

Le risque est que, dans un contexte où les rivalités croissent, les ressources exploitables attisent les appétits. De ce fait, l'Antarctique devient aujourd'hui le théâtre d'une rivalité plus feutrée entre grandes puissances. La présence croissante de la Chine et de la Russie sur le continent blanc inquiète la communauté internationale : la multiplication de stations de recherche, de brise-glaces et d'infrastructures à double usage civil et stratégique. Selon le Center for Strategic and International Studies (CSIS), ces programmes, bien que présentés comme scientifiques, participent en réalité à une logique d'influence et de surveillance régionale.

Dans ce contexte, l'Australie se trouve à un carrefour délicat. Pour Canberra, l'Antarctique n'est plus seulement un espace de science : il est désormais perçu comme un enjeu de sécurité nationale. Comme le souligne l'Université nationale australienne, la recherche polaire devient un instrument stratégique. En effet, celle-ci est utile pour le suivi environnemental, la collecte de données et la consolidation de sa présence dans le sud.

Mais cette montée en puissance alimente aussi la méfiance. Alors que le Traité sur l'Antarctique interdit toute activité militaire et toute revendication de souveraineté, la multiplication d'initiatives à visée stratégique brouille la frontière entre science et puissance. Certains chercheurs, comme ceux du Jordan Center for the Advanced Study of Russia, mettent en garde : si cette logique se poursuit, c'est l'esprit même du Traité de 1959, fondé sur la paix et la coopération, qui pourrait être remis en cause.

BASRI Sara, CREPEL Alix, DARMET Baptiste



GÉOGRAPHIE

La Mongolie est enclavée entre deux grandes puissances qui sont la Russie et la Chine. C'est donc un pays tampon entre ces deux grandes puissances. N'ayant ainsi pas d'accès à la mer, la Mongolie est entièrement dépendante de ses voisins pour son commerce international. Qu'il s'agisse d'import ou d'export.

Le continentalisme extrême du pays le rend sujet à de vastes variations de température et à des pressions autour de l'eau potable.

HISTOIRE RÉCENTE

1921 : la Mongolie est sous l'influence de l'URSS. Contrôle politique, idéologique, économique et militaire fort + fermeture vis-à-vis de la Chine et de l'Ouest

Hiver 1989/1990 : révolution nationale pour se défaire de l'influence soviétique

1990 : transition démocratique après la chute de l'URSS. Mise en place d'une démocratie parlementaire + ouverture vers la Chine et l'Ouest

2006 : crise politique avec le retrait du PRPM de la coalition gouvernementale provoquant la destitution du gouvernement et de nombreuses manifestations.

2025 : perte de pouvoir du premier ministre après un vote de confiance et des mois de manifestations anti-corruption des jeunes mongols en juin.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

- **Capitale** : Oulan - Bator
- **Population** : 3 517 100 habitants
- **Groupes ethniques** : Khalkhas (80%), Kazakh (4%)
- **Forme d'Etat** : république semi-présidentielle unitaire
- **Chef d'Etat** : Ukhnaagiin Khurelsukh (depuis 2021)
- **Langue officielle** : mongol
- **Religion majoritaire** : bouddhisme, Islam (4%)
- **IDH** : 0,747, 96ème sur 193 pays
- **Monnaie** : le tugrik
- **Rang économique mondiale** : 121ème sur 193 pays



MONGOLIE

Universalis, E. (s. d.). Indonésie : carte de situation.

SITUATION INTERNE

La Mongolie revendique une identité historique forte, héritée entre autres de l'ancêtre historique de la Nation : Gengis Khan. L'ethnie majoritaire dans le pays en descendrait. Cependant l'héritage se limite aux questions identitaires, la Mongolie ne conserve aucune des volontés impérialistes de son illustre ancêtre.

Aujourd'hui, environ la moitié de la population vit dans des yourtes et 1/3 de la population du pays conserve un style de vie nomade. À ce titre, l'élevage reste un des principaux moyens de subsistance.

RELATIONS EXTÉRIEURES

Sa position enclavée l'oblige à mener une diplomatie d'équilibre entre ses deux voisins. Elle cherche notamment à éviter de tomber sous l'influence de l'un des deux. C'est pourquoi elle mène une politique de "Troisième Voie" visant à développer des relations avec d'autres puissances, notamment des puissances occidentales telles que la France ou le Canada pour ne citer qu'eux.

ÉCONOMIE

Avec sa propre monnaie le tugrik, et son PIB par habitant de 16,800\$, la majorité de l'économie mongole repose sur l'exportation des ses ressources naturelles : Produits issues de l'élevage, Minéraux (cuivre, charbon, terres rares, molybdène), Pierre précieuse, Or, Hydrocarbures et Uranium.

Ses principaux partenaires commerciaux sont la Chine suivit de la Russie. Cependant, la décision récente de développer l'exploitation de son Uranium rapproche le pays de l'occident et notamment de la France. C'est en effet ORANO une entreprise française qui a gagné les contrats d'exploitation.

ALLIANCES STRATÉGIQUES

La Mongolie n'est pas membre des organisations internationales régionales telles que l'OTSC (alliance militaire qui inclut les pays de l'ex-URSS concevant une certaine proximité avec Moscou) et l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai, une organisation de sécurité qui englobe la quasi-totalité de l'Asie continentale). À l'opposé, la Mongolie effectue un rapprochement avec l'Occident, notamment à travers un nouveau partenariat avec l'OTAN introduit en 2024. C'est symptomatique de sa politique de la troisième voie.



GÉOGRAPHIE STRATÉGIQUE

- Un carrefour géopolitique et commerciale situé à la jonction du Sahel, du Golfe de Guinée et de l'Afrique Centrale.
- 880 km de côtes atlantiques donnant sur les routes maritimes mondiales.
- Relié au Delta du Niger qui représente 95% des réserves pétrolières du pays.

HISTOIRE RÉCENTE

- 1960 : Indépendance (Royaume-Uni.)
- 1967-70 : Guerre civile majeure (Guerre du Biafra) liée aux tensions ethniques et au pétrole.
- 1966-99 : Périodes de dictatures militaires.
- 1999 : Retour à la démocratie avec Olusegun Obasanjo.

Crises récentes :

- Depuis 2009 : 1^{er} attentat du groupe terroriste Boko Haram.
- 2014-16 : effondrement des prix du pétrole.
- 2023 : contestations postélectorales.

SITUATION INTERNE

- **Fraude** : Accusation de fraude lors des élections de 2023 par l'opposition du président actuel.
- **Corruption** : classement 140 sur 180 (Transparency International), avec 18 milliards \$ de transferts financiers illégaux vers l'international.
- **Foyers d'insécurité** : Nord-Ouest et Nord-Est : Groupes terroristes (Lakurawa, Boko Haram...). Plateau central : conflits entre éleveurs et agriculteurs. Sud-Est : violences politiques de militants du Biafra.

RELATIONS EXTÉRIEURES

- **Bénin** : Coopération bilatérale renforcée depuis juin 2025 / création d'un corridor commercial stratégique (Cotonou-Lagos).
- **Niger, Mali et Burkina Faso** : Dialogue et coopération régionale avec ces États malgré qu'ils aient quitté la CEDEAO visant à lutter contre l'insécurité.
- **Ghana** : échanges commerciaux et relations politiques stables.
- **Tchad et Cameroun** : les échanges restent stables malgré les incidents frontaliers avec le groupe terroriste Boko Haram en 2009.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

- **Nom complet** : République Fédérale du Nigeria
- **Capital** : Abuja
- **Population** : 232,7 millions (2024)
- **Forme de l'État** : République fédérale
- **Président** : Bola Ahmed Tinubu
- **Religions majoritaires** : Islam (53%) et christianisme (45%).
- **Langue officielle** : Anglais
- **Rang éco mondial** : 26^{ème} sur 192 en 2023
- **PIB** : 187,8 Milliards en 2024
- **IDH** : 0,55 en 2022
- **Monnaie** : Le Naira



Universalis, E. (s. d.). Nigeria - Atlas & cartes.

NIGÉRIA

FOCUS : L'OR NOIR

- **Production** : Plus grand producteur d'Afrique (environ 1,3 million de barils/jour, 2024). Le pétrole représente 90 % des exportations et 70 % des revenus de l'État.
- **Problèmes majeurs** : dépendance excessive au pétrole, corruption massive, inégalités régionales (Sud pétrolier vs Nord pauvre).
- **Diversification** : Efforts récents vers le gaz, les énergies renouvelables et l'agriculture.

FORCES MILITAIRES

- **Effectifs** : environ 223 000 personnels actifs
- **Classement** : 3^e au classement des puissances militaires africaines 2025
- **Budget** : 0,8 % du PIB consacré à l'armée. (Banque Mondiale, 2023)
- **Armée** : modeste en comparaison aux grandes puissances africaines, tente de s'adapter à la menace terroriste Boko Haram. Collaborations avec les États-Unis, le Pakistan et la Chine.
- **Soutiens** : participation à des missions de maintien de la paix avec l'ONU au Liban, Irak, Iran, Yougoslavie...